

18 FR.
PAR AN.

LE RÉPUBLICAIN

5 CENT.
LE NUMÉRO.

JOURNAL DE LYON.

ABONNEMENTS.

	Lyon.	Rhône.	Dép.
Un an	18	24	30
Six mois . . .	9	12	15
Trois mois . .	4 50	6	7 50

ON S'ABONNE

A LYON, rue Centrale, 5.
A PARIS, chez LEOLIVET et Comp., rue Notre-Dame-des-Victoires.
BUREAUX, rue Centrale, 3.

RÉDACTION.

Les communications concernant la rédaction doivent être adressées au citoyen GARNAND.
Toutes lettres et paquets non affranchis sont expressément refusés.

ADMINISTRATION.

Tout ce qui concerne l'administration doit être adressé au citoyen BUREL, gérant.
(Affranchir.)

ANNONCES.

Le Prix des Annonces est de 25 cent. la ligne.
Le Prix des Réclames est de 50 cent. la ligne.
Les annonces concernant les associations ouvrières seront insérées gratis.

AVIS AUX SOLDATS.

Nous invitons de nouveau nos frères de l'armée des Alpes à venir chercher dans nos bureaux, ou au comité central, rue Stella, 5, au premier dans la cour, les listes de candidats de leurs départements respectifs. Nous les engageons à ne pas se laisser intimider ni tromper. On leur insinue que les voix qu'ils donneront aux candidats démocrates seront perdues; rien n'est plus faux. Les listes que nous leur présentons sont celles que les républicains de leurs départements ont arrêtées et pour lesquelles ils voteront tous.

Lyon, 6 mai,

Le Comité central a fait placarder aujourd'hui l'affiche suivante :

Comité Central Démocratique.

Elections du département du Rhône.

Citoyens,

La République a été conquise et s'est maintenue au nom des droits du Peuple trop longtemps méconnus, au nom de ses intérêts trop longtemps sacrifiés. — Il s'agit, dans le vote du 13 mai, d'arracher à l'obstination de nos ennemis la conquête du bien-être matériel et le développement moral que nos principes seuls peuvent assurer à la démocratie. — Il n'y a plus d'illusions possibles. Choisissez entre le retour au passé, qui nous conduit à de sanglantes guerres civiles, et la réalisation des promesses du 24 Février.

Le sort de la patrie est entre vos mains; songez à la France, songez à vos familles; c'est votre avenir. C'est celui de vos enfants, c'est la destinée du monde que vous allez déposer dans l'urne.

Toutes les nuances de la démocratie l'ont compris comme nous; devant le danger commun toute scission était plus qu'une faute, c'était un crime.

Voici la liste que tous les républicains ont adopté :

BENOIT, représentant.	FOND, de Chaponost.
DOUTRE, id.	RASPAIL, Benjamin.
GREPPO, id.	MATHIEU, de la Drome.
PELLETIER, id.	MORELLET, Alphonse.
FAURE, de Givors.	CHANAY, représentant.

Les membres du bureau :

CAVTEL-BAUDET, GRINAND, MÉTRA, DURAND.

Monsieur Carlier.

(Suite et fin.)

Mais Carlier était né ambitieux, et fort de la confiance du roi, qui admirait ses talents, il intrigua pour faire destituer

son patron Gisquet, afin de prendre sa place. Mais Gisquet possédait beaucoup trop de ces petits secrets qui font que l'on compte avec un homme avant de le traiter aussi cavalièrement. Aussi mons Carlier fut obligé de déguerpir, et se retira maudit, et payé.

Mais la haute confiance dont il avait été honoré ne l'abandonna pas. Il vint à Lyon (1837), chargé d'une mission tellement importante que pour bien s'en acquitter il se promenait du matin au soir, voyant et écoutant beaucoup de monde, fréquentant habituellement le salon du noble de Bellecour, les cafés des négociants et les comptoirs de St-Clair; il fit tant et si bien que les hommes du comité secret (voir nos numéros 48 et 49) lui accordèrent leur confiance et peu après il a trouvé facilement la somme nécessaire à l'acquisition d'une charge d'agent de change; nous nous rappelons qu'à cette époque les membres de cette corporation furent très peu flattés de la nouvelle recrue. Quoi qu'il en soit, mons Carlier fit rapidement fortune; en quelques mois il gagna plusieurs centaines de mille francs dans des opérations honnêtes, fit un voyage à Paris, et comme il n'était pas du tout modéré dans la dépense ce qui était venu par la flûte s'en fut par le tambour; il revint dans nos murs, essaya de faire à nouveau l'agent de change, mais les mauvaises langues avaient tant parlé, qu'il vendit sa charge, après avoir toutefois mis ses connaissances financières à la disposition de deux ou trois amis.

Il entra dans une compagnie d'assurance, et, voulant retourner à Paris pour donner à ses facultés tous leur développement, la compagnie le chargea de la représenter.

Carlier à Paris reprit son genre de vie favori, fréquenta des personnes de diverses classes, retourna au château, et bientôt réintégré au ministère de l'intérieur, il put entretenir une correspondance suivie avec ses dignes amis de Lyon, correspondance surtout très productive.

La révolution de Février le surprenant, il ne se déconcerta pas; il court offrir ses services à Ledru-Rollin, qui eut la faiblesse de les accepter. Chacun sait comme il l'a servi. Son premier soin fut d'écrire à ses amis de Lyon et de semer la désunion parmi les républicains. C'est lui surtout qui est l'auteur de la plupart des rapports de ce temps contre Blanqui, et nous l'avons vu honteux et l'oreille basse devant sa victime, à Bourges, dire que ces rapports étaient le fait de ses appréciations, mais qu'il ne pouvait produire ni pièces ni preuves.

C'est ainsi que, toujours aux ordres de ses anciens patrons, il faisait les deux mains au gouvernement provisoire, le servant de l'une, le desservant de l'autre, tant et si bien que lorsque les royalistes, par suite de leurs menées et de leurs calomnies, ont été seuls au pouvoir, ils se sont empressés de mettre mons Carlier dans une position telle qu'il est presque

préfet de police, et, à coup sur, beaucoup plus important en certain lieu où l'on tripote les destinées de la France. Du reste, ses amis de Lyon l'ont beaucoup aidé en retour de nombreux services qu'il leur a rendus dans les premiers jours de la Révolution.

Monsieur Carlier doit connaître parfaitement, à notre avis du moins, tous les membres du comité royaliste de Lyon.

Si l'autre jour M. Galerne est venu, en vertu d'un ordre du ministre de l'intérieur, nous adresser des questions sur la société des amis de l'ordre, questions auxquelles nous répondrons à notre tour et à notre heure, nous sommes persuadés que ledit Carlier n'est pas étranger à cette mesure, car il sait que nous sommes parfaitement renseignés.

Entre lui et les royalistes, il y a plus d'un lieu.

C'est en vertu des connaissances que nous avons sur ce sujet que nous invitons les bouillons d'os, vulgairement appelés amis de l'ordre, à le mettre sur la liste de leurs candidats. Ce sera justice.

Dépêche télégraphique de Paris, du 4 mai 1849, à midi.

Le ministre de l'intérieur,

Aux préfets :

« L'anniversaire de la proclamation de la République par l'Assemblée nationale a été célébré aujourd'hui en grande pompe, et dans un ordre parfait.

« L'Assemblée nationale, le président de la République, les ministres, le corps diplomatique et les corps constitués assistaient au Te Deum qui a été chanté sur la place de la Concorde.

« La garde nationale et l'armée y étaient représentées par de nombreux bataillons, dont on a fort admiré la tenue.

« Le président a été salué à son arrivée et à son départ par les cris de : Vive la République! vive Napoléon!

« Il est rentré à l'Elysée-National à 11 heures.

« Paris jouit de la plus parfaite tranquillité. La foule se presse à cette fête, la plus belle que l'on ait vue depuis longtemps. »

La missive apportée sur les bras du télégraphe et remise SEULEMENT aux journaux bien pensant, est parfaitement calquée sur ses aînées du premier mai : la chambre des députés, le roi (lisez président), les ministres, le corps diplomatique, toute la sainte séquelle, jusqu'au Te Deum, rien n'y manque, si ce n'est une phrase oubliée à dessein; nous voulons parler de l'enthousiasme impossible à décrire. Mais, en revanche, la dépêche nous dit un peu timidement, mais enfin elle dit que l'on a crié : vive Napoléon. Certes, nous ne souhaitons pas la mort de L. Bonaparte; la chose, du reste, nous serait assez peu sensible. Mais nous pensons que ce cri, que l'on semble exciter chez les ignorants, cache un danger sérieux pour la liberté aujourd'hui que personne ne peut se faire illusion sur la valeur du personnage.

FEUILLETON DU RÉPUBLICAIN, DU 7 MAI.

LES

QUATRE SERGENS DE LA ROCHELLE.

DEUXIÈME PARTIE.

X.

Sur les traces des proscrits.

(Suite.)

— Allons, mon cher Arthur, il faut toujours vous céder... Mais pour ne pas perdre de temps, je vais faire venir les troupes sur le bord de la Sèvre... L'estafette, sitôt sa bouteille vidée, ira porter l'ordre de départ à Marans, Et moi, dès ce soir, je pourrai régler la marche de nos soldats et me mettre à leur tête.

— Soit.
— Ainsi, c'est moi qui vous dirai maintenant : Dépêchons-nous, car je n'ai pas grand temps à vous donner... Prendrez-vous du chocolat?

— Non, le mérite du chocolat réside tout entier dans le talent de l'ouvrier qui l'appête... Je n'en prends que chez Tortoni... Mais, capitaine, vous en voulez donc bien aux carbonari?

— Comme à tout ennemi du royaume.
— C'est qu'il me semble que la maréchaussée étant à leur poursuite, vous pourriez vous dispenser, en allant battre les champs avec vos soldats, de partager le rôle des gendarmes.

— Herbier se rappelait peut-être qu'il avait pris celui d'agent provocateur dans la trop mémorable affaire de Colmar, et crai-

Voir le *Républicain* du 9 mars au 6 mai.

gnait que les autres ne se le rappelaient aussi... Une rapide rougeur colora son visage.

— Empêcher la guerre civile, dit-il vivement, est la plus utile campagne.

— Mais il n'y a peut-être pas grand honneur à acquérir.

— Le premier honneur pour un militaire est dans le devoir rempli; je m'honore en allant où ce devoir m'appelle... Voyons, faut-il demander du thé?

— Oui; le thé est un produit précieux par lui-même, un arôme généreux qui ne demande rien à l'art pour se répandre.

— Mon cher, vous êtes très profond... Eh bien, donc, du thé, un verre de rhum, et partons.

— Ce que je disais sur le service, reprit Arthur, était une simple réflexion, mon cher d'Herbier. Je sais bien que, dans ces temps de divisions politiques si tranchées, il faut s'attacher fortement à un parti.

— Ce qui est facile quand on reconnaît pleinement les droits de l'un d'eux.

— Je sais aussi qu'à votre âge il faut avant tout de l'avancement, une carrière, et qu'on ne la trouve que du côté du pouvoir établi.

— Certes, dit le capitaine en prenant la liqueur qui terminait le déjeuner, il est bien permis de vouloir vivre, et l'avancement c'est la fortune, la fortune c'est le plaisir, le plaisir c'est la vie.

— Bien! répondit Arthur. Là-dessus nous partons pour la chasse.

— En voiture! dirent les deux jeunes gens en se levant.

Lambert sortit en même temps qu'eux.

Il laissa son regard fixé sur Arthur d'Oberon. Quand, à la porte du café, le grand jour donna sur la figure du jeune vicomte, Lambert fut ébloui de sa beauté comme il l'eût été d'un rayonnement de lumière infernale... C'était ce charme maudit qui avait fasciné la femme fragile! c'était parce que cette tête était si belle, que, pour la sauver, tant d'hommes allaient souffrir... souffrir jusqu'à la mort!

Et le carbonaro épouvanté, ne sachant où porter ses pas,

suit machinalement les traces de la voiture.

Les jeunes gens restèrent quelques temps absorbés dans leurs pensées tandis que la calèche roulait sur la terre unie de la route. car la nouvelle des troubles politiques qui se préparaient leur apportait à tous deux des inquiétudes diverses sous leur apparente légèreté.

— Arthur, dit enfin le capitaine en souriant, je n'ai pas voulu vous dire ma pensée devant les bourgeois de campagne qui nous écoutaient... Mais savez-vous que je vous accusais tout bas de favoriser un peu l'opposition à main armée?

— En vérité! dit Arthur avec une audace parfaite.

— Oui... avec votre chasse, vous paraissiez seulement chercher à me retenir, quand il s'agit d'aller prêter main-forte contre les révoltés.

— C'est ainsi que vous nommez les carbonari.

— Ou, si vous aimez mieux, les brigands politiques.

Arthur, trop faible pour soutenir hautement ses compagnons, ne pouvait toutefois les abandonner entièrement, surtout, lorsque, seul avec un ami, il n'y avait plus pour lui danger de se compromettre.

— Ah! d'Herbier, dit-il, prenez garde de trancher les questions politiques en royaliste armé d'un grade et d'une épée.

— Bien, d'accusateur je deviens accusé.

— Sans doute; à la place de l'esprit de parti qui pourfend les problèmes sociaux, je voudrais voir l'opinion qui les juge.

— Certes, c'est bien aussi ce que je prétends.

— Alors, en êtes-vous bien sûr de votre opinion?

— Singulière demande! Je tiens à la monarchie sainte et éternelle comme la religion.

— C'est ainsi que vous deviez répondre. Mais avez-vous constaté ce principe dans votre esprit? Avez-vous mis en regard ce principe libéral? Votre réponse de légitimiste pur sort-elle de vous-même, ou est-elle un écho de ce qui vous entoure?

— C'est un docte presque injurieux.

— Ecoutez, nous jeunes, riches, bien nés; nous avons dû prendre instinctivement des sympathies pour la royauté en gran-

Paris, 4 mai 1849

Sommes-nous en 1815; les Truphémé, les Trestaillon commandent-ils toujours leurs bandes de verdets? l'assassinat est-il toujours à l'ordre du jour? Des misérables gorgés de vin et de carnage vont-ils se ruer sur les républicains et promener dans nos villes épouvantées leurs farandoles sanguinaires? Verrons-nous des fanatiques féroces, recrutant dans la bassesse de stupides bravis organiser dans l'ombre les plus lâches attentats, les plus odieux guet-apens? Quelle indulgence a-t-on espérée pour que l'audace ait grandi si vite et se soit enhardie à de telles tentatives! Ledru-Rollin, Fargin-Foyolle, Mathé se sont vus assaillir par deux cents assassins; au centre de la France, à Moulins!... Un hasard, un moment d'hésitation et de lâcheté dans les misérables qui les attaquaient ont seuls épargné un crime et d'horribles représailles à notre pays...

Esprits aveugles, cœurs timorés; vous tous qui ne comprenez pas la sublime passion de la vérité, mais qui répugnez à tout ce qui est infâme, ne reculez-vous pas épouvantés; vos yeux ne se désillent-ils pas devant de tels forfaits? Comprenez-vous maintenant de quel côté viennent les provocations, où sont les barbares?... La tentative d'assassinat commise sur des citoyens qui font l'honneur de leur pays, n'est-elle pas un enseignement, un présage terrible des horreurs que garde la réaction au jour d'un triomphe décidé, et ne sentez-vous pas que le meurtre appelle le meurtre, et que vous rappelez les temps funestes où chacun des partis qui déchiraient notre malheureuse patrie demandait: œil pour œil, dent pour dent?

Nous voulons croire à votre indignation, cit. Odilon Barrot, alors que vous êtes venu repousser avec force toute accusation de faiblesse devant des actes aussi monstrueux, mais nous vous le disons hautement, ministres réacteurs, vous êtes les complices involontaires des cruelles passions qui se sont révélées dans cette infâme tentative, c'est en entretenant d'aveugles haines, des préventions aussi injustes qu'insensées, contre les socialistes et les républicains, que vous avez encouragé, provoqué ce délire. Non! vous ne pouviez croire aux infamies que vous avez laissé répandre, que vous avez semées du haut de la tribune et des fonctions supérieures que vous exercez.

Vous vouliez éloigner l'avènement et le pouvoir des doctrines et des hommes nouveaux; vous vous cramponniez au pouvoir et pour le défendre vous avez eu recours aux armes les plus perfides et les plus déloyales. Ceux qui s'égarèrent à votre suite vous ont servi au-delà de vos souhaits, ils ont récolté la haine que vous aviez répandue, et dans le délire de leurs coupables espérances, ils ont cru à l'impunité pour leurs égorgements!

En face de tels événements, hier, vous repoussiez l'amnistie.

Nous le comprenons, il n'y a dans vos âmes ni pitié, ni grandeur, ni magnanimité; vos cœurs pleins de fiel ne peuvent nourrir que des pensées de haine et de vengeance... Vous venger, de quoi?... de notre clémence?... Vous avez proscrit sans jugement de nombreux pères de famille, brisé des milliers d'existences, et vous n'osez guérir les plaies que vous faites... Vous redoutez ces hommes que vous avez aigris par d'injustes malheurs, des sévices cruelles, et vous ne voyez pas que les ennemis sont ceux-là même qui, jetant les égarements de leur haine dans le plateau où se pèsent les destinées de la France, prononcent ces mots fatals: *Vœ victis!*

Malheurs aux vaincus! Vous ne voyez pas quelles pages sanglantes ils praparent à l'histoire des révolutions.

De tristes pressentiments étreignent notre âme; chaque jour assombrit le ciel de notre patrie, et les nuages accumulent leurs nuées farouches à l'horizon. Vers quels temps désastreux marchons-nous, poussés par vos fureurs et vos délires! Vous qui invoquez les noms de paix et de progrès, quelles destinées préparez-vous au pays; c'est nous, révolu-

dissant dans des maisons qui ne pouvaient se dorer que du reflet de la couronne... Une fois qu'on a mis le pied dans une sphère politique, on s'exalte devant ses vérités, ses grandeurs, qu'on croit sans rivaux ailleurs; on ne sent pas que cette conviction factice vient des impressions de jeunesse qui ont grandi, au lieu d'être le fruit de la méditation et du jugement; enfin, que notre profession de foi vient du dehors, au lieu de sortir de notre âme.

— Si j'ai eu le bonheur de recevoir une croyance toute faite, pourquoi ne serait-elle pas devenue la mienne?

— En l'admettant, je dirai encore: Etes-vous bien sûr que l'ambition naturelle à votre âge, et à laquelle je ferai d'ailleurs toutes les concessions possibles, que l'espoir des titres, des faveurs, auxquels vous pouvez prétendre, ne vous fassent pas voir la justice et le droit éternel du côté d'où ces faveurs peuvent tomber sur vous? Etes-vous sûr que l'amour de vous-même n'aide pas en vous à l'amour de la royauté?

— Je ne m'en suis pas défendu. Mais qu'importe que cette foi serve mes desirs personnels, si elle est la meilleure?

— Défiiez-vous-en, quand elle vous est la plus utile.

Un cours philosophique!... vraiment, mon cher, nous n'en avons pas le temps... Je vois déjà pointer les arbres du bois au pied de ce coteau.

— Non; mais demandez-vous seulement s'il n'en est pas ainsi!

— Comment voulez-vous que je réponde?

— Tenez, il est un moyen bien simple: supposez-vous au moment de la mort...

— Agréable prestige!

— Oui, supposez qu'expirant dans quelques minutes, vous n'avez plus de grade de colonel à attendre, plus de cordon d'honneur à demander au roi, plus une heure pour jouir des richesses que le régime monarchique vous offre... Jureriez-vous que le régime monarchique est mieux dans les desseins de Dieu que les autres gouvernements dont on cherche à relever le drapeau?... Jureriez-vous que le dernier degré de per-

tionnaires, qui vous criez du plus profond de notre conviction: Arrêtez! vous nous entraînez à l'abîme, et vous rendez impossible et la clémence et la miséricorde! E. H.

Conspiration du 4 mai.

On lit dans la *Réforme*:

« Les journaux réactionnaires font grand bruit d'une certaine conspiration du 4 mai. Des renseignements nous arrivent dont nous voulons les faire profiter, comme preuve de notre peu de sympathie pour les conspirations.

« Si nous avions nom le *Constitutionnel* ou la *Patrie*, nous affirmerions de la façon la plus nette, la plus insolente, les faits suivants:

« On renvoie en masse, dans un rayon de dix à douze lieues autour de la capitale, les ouvriers employés aux travaux de terrassements des chemins de fer, notamment sur les lignes de Lyon, Strasbourg et Chartres. Ce renvoi est d'autant plus inexplicable qu'il coïncide avec l'époque habituelle de la reprise des travaux. On a offert aux ouvriers congédiés le transport gratuit, pour eux et leurs familles, s'ils voulaient aller à Paris. Sinon, non. Il faut que l'argent dépensé profite, et l'exemple de juin est là. Les ouvriers sans ouvrage peuvent toujours être bons à quelque chose.

« De grandes fabriques, ayant devant elles une année de commandes, viennent de congédier une partie de leurs ouvriers. On en cite une autre qui avait des commandes pour quatre ans: même observation que ci-dessus.

« Pendant que les uns congédient, les autres embauchent. Bonapartistes d'un côté, légitimistes de l'autre, tous ont de l'ouvrage pour qui en veut. Quel ouvrage? On cite un marquis fameux, qui s'en défend comme un beau diable; mais les amis sont des amis, et n'est-il pas dit dans l'évangile: « Que votre main gauche ignore ce que donnera votre main droite. »

« Il n'est bruit à la rue Duphot et dans les environs que du 4 mai; on se donne rendez-vous pour le 4 mai. Tout s'arrangera le 4 mai; qui vivra le 4 mai verra. La proclamation officielle de la République préoccupe ces messieurs au-delà du possible. Seraient-ils convertis?

« Ordre a été donné à deux bataillons de tirailleurs de la Seine d'affilier et d'approprier leurs sabres-baïonnettes. Il paraît que l'on aurait aussi de l'ouvrage pour eux.

« Nous tenons d'autres faits au service des amis de l'ordre; quand ils en auront connaissance, ils ne manqueront pas de les infirmer avec cet aplomb merveilleux qui ne les abandonne jamais.

« Nous qui sommes de simples anarchistes, indignes, comme tels, de toute confiance, nous nous contentons de présenter humblement ce que nous savons aux démentis officiels. Ces démentis, nous les espérons, pour l'honneur des hommes mis en cause, pour le repos du pays, qui a besoin de vivre en paix après tant de secousses.

« Et que les démentis arrivent ou non, nous disons au Peuple, qui, lui, ne nous démentira pas: Si l'on veut te parler d'une conspiration gardée par les hommes en qui tu as confiance, crie au mouchard et saisis l'agent provocateur au collet. Si l'on t'offre de l'argent pour acheter des balles et de la poudre, rappelle-toi qui il ne vient pas de nous, par la raison toute simple que nous n'en avons pas. Si l'on cherche à exploiter les colères que nous ressentons comme toi, réponds que la justice du Peuple est patiente, parce qu'elle est éternelle: ton jour viendra.

« Une conspiration! cela est bon pour ceux qui sont en dehors du droit; nous sommes le droit, nous sommes la Constitution, nous sommes la République, nous n'avons pas de raison pour conspirer.

« Nos ennemis sont aux abois. Ils vont mourir de leur belle mort; ils appellent une agitation factice qui galvaniserait encore pour quelques jours ce demi-cadavre qui s'appelle la réaction. Qu'ils s'éteignent dans leur coin, le Peuple ne se fera pas tuer pour les aider à revivre.

fection est de servir aveuglément son roi, en sacrifiant tout à cette tâche?

— Mon cher ami, dit d'Herbier en riant, je n'ai guère envie de me prêter à cette illusion de ma mort, à laquelle, nous m'invitez si gracieusement.

Il ajouta avec plus d'humeur et d'impatience:

— Mais ce que je puis dire, c'est que tant que je vivrai, je me consacrerai avec la même résolution inexorable à faire respecter l'ordre et la paix de la nation et les droits imprescriptibles de mon prince.

— Je n'ai plus le moyen de discuter, dit Arthur gaiement; nous voici à l'entrée du bois... et les piqueurs de mon oncle ont été exacts à la consigne.

— Vous voyez cependant quelle infraction au devoir je fais pour vous!

— Je vous remercie et vous laisserai libre ce soir... à la condition pourtant, qu'avant de partir, vous viendrez chez le garde-chasse prendre du punch que mon domestique prépare admirablement bien.

Les deux jeunes gens descendirent de calèche, et bientôt après les profonds ombrages du bois de la Sèvre s'animent des sons légers et sonores de la chasse.

XI.

Amis et ennemis.

Bories et Raoulx étaient depuis la veille dans un pavillon isolé, à la campagne, où ils avaient pris asile sans se faire connaître.

Avertis subitement du revers qui détruisait leur plan de conspiration, et d'un événement bien plus accablant encore, qui devait sans doute amener la ruine de leur parti, ils avaient aussitôt quitté la grande route et les lieux habités.

Mais avant d'opérer cette retraite, Bories avait pu pourvoir encore à l'intérêt le plus cher. Le frère carbonaro qui avait été dépêché vers lui était un pilote du port de La Rochelle, qui, en retournant dans ces parages, s'était chargé de porter l'avis du

Esprit de l'Armée des Alpes.

Nous recevons du citoyen Bugeaud la lettre suivante, par voie d'huissier; le général n'avait pas le moins du monde besoin de nous sommer, car nous accueillons toujours volontiers les rectifications que l'on nous adresse. Voici cette lettre:

« Lyon, le 4 mai 1849.

Citoyen,

Dans votre numéro d'avant-hier vous travestissez presque de tous points les paroles que j'ai adressées aux sous-officiers et caporaux réunis au camp de manœuvres.

Je ne relèverai pas tout ce qu'il y a de contraire à la vérité dans la reproduction que vous avez cru faire de mon discours. Il n'est qu'une seule chose que je veux repousser avec indignation: ce sont les expressions de mépris que vous me faites appliquer à toutes les blouses, c'est-à-dire à tous les travailleurs; car tous ou à peu près portent des blouses. Non! mille fois non! je n'ai pas généralisé; je n'ai frappé de réprobation que ces mauvais ouvriers qui attendent du socialisme et du désordre ce qu'ils ne savent pas gagner honnêtement par leur travail; mais si je les blâme, je n'ai pas de colère contre eux; je les plains, parce qu'ils sont les victimes de coupables écrivains qui les trompent pour satisfaire leur ambition et leur cupidité.

Quant aux ouvriers honnêtes, et, pour le salut du pays, c'est, Dieu merci, la généralité, je les honore et les aime, parce que je les connais, ayant beaucoup vécu avec eux dans les camps et ailleurs. Je ne con-eillerai jamais aux soldats de s'éloigner de ceux-là.

Je vous requiers, citoyen, d'insérer cette lettre dans votre plus prochain numéro. Marschal B. D'ISLY.

RÉPONSE. — Général, le discours que vous avez prononcé au Grand-Camp et que nous avons publié, a été recueilli avec soin par plusieurs militaires, qui l'ont entendu de leurs propres oreilles et en qui nous avons toute confiance; vous réclamez contre le sens trop général donné à une de vos expressions, soit. Nous admettons que dans ces mots: « Le soldat est trop noble pour pactiser avec la blouse, » vous n'avez pas voulu entendre les OUVRIERS HONNÊTES, mais: « Frapper de réprobation CES MAUVAIS OUVRIERS qui attendent du socialisme et du désordre ce qu'ils ne savent pas gagner honnêtement par leur travail; » Mais convenez que la distinction est malheureuse. Vous opposez l'ouvrier honnête au mauvais ouvrier, c'est-à-dire à l'ouvrier socialiste! ignorez-vous donc que les travailleurs lyonnais, auxquels vous ne refusez ni la moralité, ni l'intelligence, sont socialistes en très grande majorité? Ce n'est pas à eux qu'il faut débiter les phrases banales que l'on retrouve dans vos pamphlets; ils en connaissent la valeur, et quant au socialisme, le plus écolier d'entre eux vous donnerait des leçons.

Nous savons ce que vous entendez par un mauvais ouvrier; c'est absolument la même chose que ce que vous appelez un mauvais soldat. On est mauvais quand on ne veut pas se laisser mener comme une brute, quand on veut raisonner, quand on veut avoir des idées. Pour vous, l'idéal de l'honnête ouvrier est celui qui se laisse exploiter à merci, sans rien dire, et qui courbe le dos comme un lâche; le bon soldat doit rester étranger à la politique, s'abstenir de la lecture des journaux ou ne lire que des écrits royalistes. Vous nous permettez de n'être pas d'accord avec vous sur ce point.

Vous voulez, sans doute, nous désigner sous ces expressions: « Coupables écrivains qui les trompent (les ouvriers), pour satisfaire leur propre ambition et leur cupidité? » Certes, nous ne nous attendions pas à moins de bienveillance de votre part! Oui, nous avons une ambition, général; c'est celle de contribuer à la défection des ennemis du Peuple et de faire triompher les principes de cette République démocratique et sociale que vous détestez si fort. Quant à la cupidité que vous nous supposez, elle est bien minime; vous ne voudriez sans doute pas troquer vos 140 mille francs par an contre nos chétives ressources. Convenez-en, vous êtes mal placé pour juger sagement de la chose.

Nous pourrions, général, donner de plus grands développements à notre réponse et vous en dire plus long; mais ce qui est différé n'est pas perdu.

— Il y a quelques jours, quarante soldats, attachés de socialisme, étaient extraits de la prison militaire de Lyon pour être dirigés sur l'Afrique. Ces nouveaux isolés, escortés par des gendarmes, ont quitté la ville en entonnant la

chef des carbonari à ses amis Pommier et Goubin, restés sur le bord de la mer.

Après une journée de marche errante, Bories et Raoulx s'étaient arrêtés dans cette habitation située au bord d'un bois, dont la solitude semblait leur promettre quelques moments de sécurité.

L'étroit bâtiment, aux murs noircis et rongés de lierre, n'avait que deux pièces au premier, auxquels on arrivait par un petit escalier extérieur; l'habitant de la maison les avait cédés pour un jour aux deux voyageurs et s'était retirés dans le rez-de-chaussée.

Assis devant une table, près d'une fenêtre étroite et percée dans un mur épais, qui ne laissait voir que dans le lointain a pâle et vague perspective des champs couverts de brume, les deux frères carbonari restaient plongés dans une méditation silencieuse.

Tous deux portaient des habits de paysans, des mouchoirs noués au cou; près d'eux étaient jetés à terre leurs bâtons de voyage, auxquels pendaient encore la valise renfermant leurs uniformes et leurs armes.

Bories restait immobile, la tête appuyée dans sa main et le regard fixé dans l'étendue. L'étroit espace ouvert devant lui était encore coupé par un tronc maigre et tortueux d'alisier qui montait contre la fenêtre; la vue resserrée était encore bornée par des vapeurs grisâtres...

Mais dans ce peu de terrain, dans ces brins d'herbe, dans ces fuyans voilés, Bories voyait la France; la France dominée par un roi des temps passés, par le fer des étrangers; la France pauvre sur un sol riche, privée de religion par la tyrannie qu'exerçait l'Eglise; la France gouvernée par des lois antipathiques qui, au lieu de soutenir, ne lui donnaient que des chaînes; la France enfin telle que ces temps funestes l'avaient faite, et que le chef des conjurés n'espérait plus sauver!

Et de longues larmes coulaient de ses yeux en sillonnant lentement son visage.

(La suite au prochain numéro.)

CLÉMENCE ROBERT.

Marseillaise et le Chant du Départ.

Un soldat du 31^e de ligne nous communique la note suivante : « Les fusiliers Ret et Herteybe, de la 4^e compagnie du 2^e bataillon, viennent d'être punis de 15 jours de prison pour avoir été chercher des numéros d'un pamphlet subversif de la discipline pour les introduire dans la caserne. »

Le *Republicain* a établi 14 bureaux pour la distribution à nos frères de l'armée. Cette distribution s'est élevée hier à près de 600.

Nous recevons une lettre de Turin, dans laquelle on nous dit que le général Oudinot est entré à Rome.

Le clergé aurait été au-devant de la colonne, suivi d'un millier de mendiants et de nobles.

Nous donnons cette nouvelle sans la garantir.

Le cabinet de l'Élysée a voulu que les soldats de la France devinssent des soldats du pape, et la grande nation avilie n'est plus que la très humble exécutrice des hautes-œuvres autrichiennes. Nous avons déjà donné la proclamation du général Oudinot-Paskiewicz; nous reproduisons aujourd'hui celle que l'empereur Alexandre faisait afficher sur les murs de Paris. L'étranger tenait alors à la France le langage que les agents du cit. Bonaparte tiennent à l'Italie. Ce sont les mêmes sentiments et les mêmes expressions; les Italiens ont certainement le droit de trouver que la politique de l'Élysée est aussi cosaque que celle des alliés en 1814 :

« Les armées des puissances alliées ont occupé la capitale de la France. Les souverains alliés accueillent le vœu de la nation française.

« Ils ne traiteront plus avec Napoléon Bonaparte ni avec aucun membre de sa famille.

« Les conditions de la paix seront plus favorables lorsque la France, par un retour vers un gouvernement sage, offrira elle-même l'assurance du repos.

« Ils respectent l'intégrité de l'ancienne France telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes.

« Ils reconnaîtront et garantiront la Constitution que la nation française se donnera. Ils invitent, par conséquent, le Sénat à désigner sur-le-champ un gouvernement provisoire qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration et à préparer la Constitution qui conviendra au Peuple français.

« Paris, 31 mars 1814.

ALEXANDRE.

(Fraie République.)

Le bateau-poste faisant le service de Constantinople à Marseille vient seulement d'arriver. Il a été retardé par le mauvais temps, qui lui a fait subir de fortes avaries. La correspondance apporte une nouvelle de la plus haute importance; c'est l'envoi d'un ambassadeur extraordinaire russe près du sultan, pour exiger une alliance offensive et défensive entre la Turquie et la Russie, que le sultan, appuyé par le divan et l'opinion publique, a su éluder jusqu'à ce moment. Voici du reste cette correspondance :

Constantinople, 15 avril 1849.
« La position de la Porte devient de jour en jour plus difficile; son territoire, sous prétexte d'un protectorat, envahi en juillet dernier par 15,000 Russes, malgré toutes les remontrances, resta occupé par les troupes du czar dont le nombre atteint 65,000 hommes. L'intégrité et l'indépendance de la Porte, garanties par la France et l'Angleterre, reçoivent journellement des atteintes plus graves sans pourtant provoquer une action des cabinets de Paris et de Londres. En présence de cette tolérance inexplicable de l'Occident en face des empiétements de la Russie, que peut faire et espérer le gouvernement ottoman? Sa neutralité a été doublement violée par l'intervention russe en Transylvanie, par le refuge qu'a trouvé le général Pacha sur son territoire. La Valachie, partie intégrante de la Turquie, paie ainsi les frais d'intervention russe en Hongrie et contracte une dette énorme pour les frais d'entretien d'une occupation militaire inutile pour le pays et hostile à la cour suzeraine. »

« Le 20 avril

« L'aide de camp de l'empereur Nicolas, le général Grabe, vient d'arriver. Il a présenté au sultan les lettres autographes de son souverain. Je puis vous assurer que l'empereur de Russie proteste de son amitié pour le sultan; il lui fait un parallèle entre ses procédés et ceux de la France et d'Angleterre, pour conclure que l'alliance offensive et défensive entre la Porte et la Russie est seule rationnelle et peut maintenir la paix. N'oubliez pas que pendant que le général Grabe tient ici ce langage, les agens russes poussent les Slaves de Turquie à l'insurrection. On intrigue contre Rechid-Pacha et Ali-Pacha, car l'on sait que ces hommes comprennent bien qu'une alliance russe serait un suicide. Pour éviter, il faudrait que la France et l'Angleterre se décidassent enfin à appuyer la Porte ouvertement et efficacement, car, je vous le répète, la position du gouvernement ottoman est très fautive. S'il se voit abandonné par l'Occident, la Russie triomphera, et alors la paix générale serait menacée, et l'influence de la France en Orient à tout jamais perdue.

Lorsque tous les Peuples invoquaient la République pour les délivrer de la tyrannie, ils ne s'attendaient certes pas à être trahis et trompés. C'est pourtant ce qui vient d'arriver à Civita-Vecchia. Le commandant de l'expédition française, avant de débarquer, a déclaré aux habitants qu'il arrivait animé des intentions les plus libérales, et que le gouvernement français voulait respecter le vœu de la majorité des populations romaines; que jamais on ne leur imposerait une forme de gouvernement qui ne serait pas désirée par elles. Les citoyens, satisfaits de ces assurances, se sont empressés d'ouvrir les portes de la villes et d'unir les drapeaux des deux Républiques. Ils étaient tranquilles; ils avaient la parole de la France... Eh bien, cette parole était un mensonge! Le commandant de l'expédition a déclaré après coup que la première condition de la France était la restauration de la puissance temporelle du despote toulousain.

A l'heure qu'il est, la République romaine se débat agonisante sous les coups des bayonnettes françaises!

La poste et les journaux socialistes.

Au citoyen Amédée Trayer, directeur des postes,

« Citoyen,

« La propagande socialiste affranchit tous les jours une

grande quantité de journaux, et beaucoup n'arrivent pas à leur adresse, beaucoup trop pour qu'il soit permis de croire à des erreurs, même à de simples négligences. Cette soustraction de journaux, achetés et affranchis dès deniers de l'ouvrier, se fait peut-être à la légère comme chose indifférente permise envers l'ennemi; c'est tout simplement un triple crime :

« 1^o Vol, car un journal est, il me semble, une propriété tout comme une autre;

« 2^o Abus de confiance, puisque l'administration reçoit le prix de l'affranchissement, et, par le fait de ses employés, n'en tient compte;

« 3^o Forfaiture dans l'exercice d'une fonction publique, et ce n'est pas le moins grave des trois.

« Le tout, en bonne justice devrait mener son homme aux galères.

« La poste ne donnant pas de reçus, les citoyens se trouvent désarmés devant ses infidélités; mais l'opinion demeure juge de ce qui échappe aux tribunaux, et je m'adresse à vous comme chef du service, intéressé d'honneur comme tel, à ce qu'il ne s'y commette rien de coupable, pour réclamer votre intervention, qui sera toute puissante, si vous le voulez bien.

« Que les journaux socialistes plaisent ou déplaisent, il n'importe. Il y a là une question de moralité supérieure à toute considération politique, et j'ose espérer qu'il vous suffira de vous avoir signalé le fait pour que vous y mettiez ordre.

« Salut et fraternité.

« Le directeur du bureau de la propagande socialiste,
« Jean MACÉ. »

Bulletin électoral.

Listes des candidats de la Démocratie.

Ardèche. — Laurent, représentant. — Combié, ancien procureur-général. — Pierre-Nap. Bonaparte, représentant. — Gleizal, avocat, membre du conseil-général. — Chabert, ingénieur. — Vacheresse, médecin à Annonay. — Vasseur, secrétaire de la légation française à Berne. — Rey, ouvrier ferbl. à St-Péray.

Vosges. — Mathieu (d'Épinal). — May, cultivateur. — Arthur Ballon. — Jouve, professeur. — Alexis Dubois, mécanicien.

Côtes-du-Nord. — Glais-Bizoin, représentant. — Loyas, représentant. — Hyppolite Tassel, représentant. — Le Dru, représentant. — Morhéry, représentant. — Jules Simon, représentant. — Vistorte, avocat à Guingamp. — Dupontavrie, commandant de la garde nationale à Tréguier. — Oger, sculpteur. — Garaby, prêtre.

Bas-Rhin. — Liechtenberger, avocat. — Martin, avocat à la cour de cassation. — Bruchner, capitaine d'artillerie. — Chauffour, docteur en droit. — Dorlan, avocat à Sélestat. — Engelhardt, directeur des forges de Niederbronn. — Westercamp, notaire à Wissembourg. — Foy, commandant du génie à Haguenau. Tous les sus-nommés sont représentants. — Ignace Schott, cultivateur à Fessenheim. — Gleitz, professeur au collège de Sélestat. — Eissen, docteur en médecine, ancien préfet intérimaire. — Ennery, instituteur à Strasbourg.

Cher. — Félix Pyat, représentant. — Michel (de Bourges). — Lourieux, avocat. — Vanthier, ingénieur. — Bouzique, représentant. — Viguié, propriétaire.

Cantal. — Paulin Durrieu, représentant. — Richard, (de St-Flour), représentant. — Gazard, ex-préfet de l'Aveyron. — Rievel, propriétaire. — Teillard (de Murat).

Haute-Garonne. — Ledru-Rollin, représentant. — Amou-roux, meunier, maire de Fonsorbe. — Béni Barde, membre du conseil-général. — Calès, représentant. — Jallier, propriétaire. — Bouchart, sergent au 40^e de ligne. — Joly père, représentant. — Lucet, avocat. — Mulé, représentant. — Pegot-Ogier, représentant.

Correspondance particulière du REPUBLICAIN.

Paris, 4 mai 1849.

Les représentants que le peu d'intérêt de la discussion chasse de la séance, s'entretiennent d'une fâcheuse nouvelle. L'honorable Dupont (de l'Eure), le vétéran de nos Assemblées délibérantes, est fortement atteint du choléra. Son grand âge et la gravité de sa position laissent peu d'espoir de le sauver.

— Ce matin, à quatre heures, deux commissaires de police, accompagnés d'une douzaine d'alguzils, se sont présentés chez l'abbé Châtel. Après une perquisition qui a duré cinq heures, on a découvert une liste d'un comité socialiste. Un des commissaires s'est écrié : « Tiens! vous êtes donc socialiste? — Oui, répondit l'abbé. — Eh bien, vous êtes de bonne prise. Vous allez nous suivre. » Conduit au dépôt de la préfecture, il ne sait de quoi il est accusé.

— Les nouvelles politiques circulent peu aujourd'hui, et leur importance est nulle pour ainsi dire. Cependant on laisse courir le bruit que l'émeute, un moment réprimée à Berlin, s'est montrée de nouveau dans les rues, et cette fois avec quelque succès.

Assemblée nationale.

Correspondance particulière du REPUBLICAIN.

Suite et fin de la séance du 3 mai.

LE CIT. GUICHARD. Le citoyen Mauguin a raison de dire que la question du budget de la guerre était soumise à une question politique; c'est donc l'Assemblée qui est appelée aujourd'hui à trancher. Devons-nous donc craindre que, par suite des événements d'Italie, la guerre ne devienne une nécessité pour la France? non, car on n'osera pas lui faire

la guerre. Si donc nous n'avons pas besoin d'avoir une armée de 400,000 hommes, quand nous n'avons pas la guerre à craindre, devons-nous la conserver sur le pied de paix? Sans doute, il s'est trouvé des moments où nous avons eu besoin d'avoir recours à la force armée pour le maintien de l'ordre; mais serait-ce donc un état normal que celui qui nous mettrait dans la nécessité d'avoir sans cesse recours à l'armée pour maintenir la sûreté et la tranquillité à l'intérieur. Il ne saurait en être ainsi quand nous jouissons des avantages du suffrage universel, qui seul doit suffire pour ramener le calme dans le pays. Sans donc parler de la question des cadres de l'armée, je crois qu'il est facile de faire des réductions sur l'effectif de l'armée.

Le cit. Baraguay-d'Hilliers défend l'organisation actuelle des cadres de l'armée. La commission prétend qu'elle ne veut pas réduire les cadres, mais elle propose la réduction de différents régiments, la suppression de certaines compagnies; et assurément ces réductions sont véritablement une atteinte portée à l'organisation actuelle des cadres.

L'orateur, faisant allusion au discours du citoyen Mauguin sur la bataille de Novare, fait remarquer que cette bataille a prouvé autre chose que ce que disait le cit. Mauguin, c'est-à-dire que, pour qu'une armée soit forte, il faut qu'elle soit composée moins de soldats nombréux que de vieux soldats.

Une voix. Les Italiens ont été trahis.

LE CIT. BARAGUAY-D'HILLIERS. Oui, ils ont été trahis par la fortune. Je crois, quant à moi, que la question d'organisation des cadres est la plus importante relativement à la constitution et à l'avenir de l'armée. Je crois que cette question doit être tranchée par l'Assemblée elle-même; mais pour cela il faut que cette question soit étudiée et qu'elle ne soit pas décidée, pour ainsi dire, sans examen et à propos du budget.

LE CIT. CAVAINAC. La question politique domine la question de l'armée. La réduction de soldats se rattache à la question politique, tandis que la réduction des cadres rentre dans les questions techniques. Je voudrais donc que l'Assemblée séparât ces deux questions, surtout en présence de la loi sur l'organisation de l'armée que vous discutez en ce moment. Je demanderai dans ce sens à l'Assemblée qu'elle adopte un article additionnel ainsi conçu :

« Les cadres de l'armée seront fixés par des lois spéciales dans un délai qui ne dépassera pas deux années. »

Cela suffira pour repousser, quant à présent, les réductions proposées par la commission.

Le cit. Rulhière, ministre de la guerre, après quelques mots du rapporteur, déclare que le gouvernement donne son assentiment à la proposition du général Cavaignac.

La réduction proposée par la commission est mise aux voix. Deux épreuves sont successivement douteuses; on procède au scrutin de division, qui donne le résultat suivant :

Nombre de votants.	531
Majorité absolue.	266
Pour	304
Contre.	137

La séance est levée à six heures.

Il n'y a pas de séance le 4 à cause de la fête.

Chronique locale.

Les tracasseries de la police contre le *Republicain*, à force d'être minutieuses, deviennent profondément ridicules. Une marchande d'herbages de la Croix-Rousse, qui avait remis l'un de nos numéros dans un établissement public où vont des militaires, a reçu la visite du commissaire de police, qui l'a interpellée sur ce crime. Or, comme le commissaire avait affaire à forte partie, il a été obligé de se retirer devant les sommations du mari de la marchande, qui voulait connaître la loi qui lui défendait de donner nos numéros.

— A partir de lundi, 7 courant, une réunion électorale aura lieu tous les jours, jusqu'aux élections, à huit heures du soir, rue Buisson, 5, dans l'ancien local du comité central. Nous invitons tous nos amis à s'y rendre.

— Nous voudrions savoir pourquoi le bureau des réclamations électorales ne sera ouvert que jeudi; ne serait-ce pas pour occasionner un encombrement et avoir ainsi le prétexte d'évincer bon nombre d'électeurs?

— Les citoyens inscrits sur les listes électorales et qui n'ont pas reçu leurs cartes, peuvent les réclamer jusqu'à samedi soir.

— Les citoyens Auberthier, Ferrouillat, Mortemart, Paulin et Rivet ont voté contre l'amnistie.

— Conversation entendue sur le trottoir de la rue Centrale. — Quand le fameux Anselme Petetin a vu la liste des bouillons d'os, il a dit, à propos de Bacot : que diable veut-on faire de cette nullité?

C'est vrai; mais Bacot a répondu quand on lui a raconté le fait, que diable veut-on faire d'un républicain recommandé par Léon Faucher?

Qu'est-ce qu'il y a de vrai là-dedans? Nous l'ignorons.

— Le préfet que la révolution de Février a fait dégrader de la préfecture du Rhône, mons Chaper, est porté candidat par les bouillons d'os du département de la Côte-d'Or. C'est justice! On se rappelle que ce bon républicain était prêt, le 24 Février, à écraser l'émeute.

— Il a été perdu un enfant, à neuf heures du matin, âgé de 4 ans, bonnet noir, garni d'une dentelle blonde, grands cheveux, une blouse à grands carreaux, pantalon en laine rayée, brodequin, bas bleus, boucles d'oreille, jupe de tricot, mouchoir blanc marqué A. V.

Front découvert, sourcils blonds, sur l'épaule une envie couler café, visage rond.

Rue Neyret, 3, en face la caserne du Bon-Pasteur, chez le citoyen Lespinasse.

Nouvelles étrangères.

Italie.

29 avril. — Les troupes françaises ont quitté Civita-Vecchia et marchent sur Rome, en compagnie des soldats napolitains encore ivres du sang des libéraux de la Sicile. Les Romains se préparent à une énergique défense. Le plus grand enthousiasme règne dans la ville. On commence à y crier : *Mort aux Français!* Cette expédition criminelle nous couvre d'opprobre.

— On nous écrit de Paris que le gouvernement vient de recevoir la nouvelle de l'entrée de nos troupes à Rome. En présence de ce dernier fait, les autres nouvelles de la Romanie perdent tout leur intérêt.

— Le gouvernement a fait afficher la proclamation suivante :

« Romains,

« Une intervention étrangère menace le territoire de la République. Une nuée de soldats français est arrivée à Civita-Vecchia.

« Quelle que soit leur intention, la conservation d'un principe librement consenti par le Peuple, le droit des nations, l'honneur du nom ro-

main commandent à la République de résister, et la République leur résistera.

« Il importe que notre Peuple prouve à la France et au monde entier qu'il n'est point un Peuple d'enfants; qu'il est, au contraire, un Peuple d'hommes forts, d'hommes qui ont dicté des lois et donné la civilisation à l'Europe. Il faut que personne ne puisse dire: Les Romains veulent être libres et ils ne savent pas l'être. Il faut que la nation française apprenne par notre résistance, par nos déclarations, par notre attitude, quelle est notre décision, notre résolution irrévocable de ne plus jamais souffrir le gouvernement détestable que nous avons renversé.

« Tout cela, le Peuple saura le prouver. Quiconque aurait d'autres sentiments, déshonore le Peuple et trahit la patrie.

« L'Assemblée siège en permanence. Le triumvirat, de son côté, accomplira son mandat.

« Ordre, calme solennel, énergie concentrée! le gouvernement veille sur ceux qui tenteraient de plonger le pays dans l'anarchie, et d'entraîner la République.

« Citoyens! ralliez-vous! Dieu et le Peuple, la loi et la force sauront triompher.

« Donné à la résidence des triumvirs.
« Signé: MAZINI, ARMELLINI, SAFFI. »

Allemagne.

BERLIN, 28 avril. — Les troubles de Berlin ont déjà coûté la vie à sept ou huit personnes. Les militaires sont entrés dans la halle de conversation où l'opposition s'était réunie et devant laquelle stationnait la foule la plus compacte. Ils en ont chassé toutes les personnes qui s'y trouvaient. On assure que M. de Vincke, le député, a manqué d'être tué. M. Behrens aussi a reçu un coup de baïonnette qui, heureusement, s'est perdu dans les plis de sa redingote. Un grand nombre d'arrestations ont été opérées; demain aura lieu, dit-on, la proclamation de la loi martiale.

On nous annonce à l'instant que le ministère Brandebourg est renvoyé. Le nouveau président du conseil est M. de Radowitz; Vigneau, ministre de la guerre; Rabe reste aux finances, Simon, à la justice. Les autres noms ne sont pas encore connus. La nouvelle administration débutera par l'octroi d'une loi électorale.

Sept heures du soir. — Le peuple se porte de nouveau en foule à la place Dönhof qui a été hier et ce matin le théâtre des attroupements. Par moments, la troupe charge et sabre la foule. Ce qui vient accroître la confusion, c'est que le village Rirderf, aux portes de Berlin, connu pour son attachement au roi, est en flammes; on y avait établi un magasin de fourrages pour l'armée.

On dit qu'il existe des mandats d'arrêt contre les députés Waldegg d'Esther et Behrens. Il règne en ville une grande indignation au sujet de tous ces événements. La désapprobation est générale pour ce qui concerne le renvoi de la deuxième chambre, et les provocations de la police sont unanimement condamnées.

VIENNE, 27 avril. — Depuis deux jours les communications sont interceptées entre Vienne et Pesth. On ne reçoit de nouvelles de la ville hongroise que par occasion. Cependant les correspondances autrichiennes assurent que Bude est toujours occupée par les troupes impériales, en petit nombre, à la vérité. A Pesth règne un enthousiasme inexprimable. Les Hongrois auraient traversé le Danube près de Perkauy, pour se diriger par la route principale de Raab sur Gran, où un combat vigoureux aurait eu lieu. Le baron Welden a établi son quartier-général à Babolna. Des lettres de Lemberg, de Cracovie et de Seulin annoncent en même temps l'entrée des Russes en Galicie, en Transylvanie et dans la Hongrie par Buckowina. Ces trois corps d'armée se composent ensemble de 70,000 hommes.

FRANCFORT, 30 avril. — Le président, dans la séance de ce jour, a annoncé à l'Assemblée la retraite de treize députés Autrichiens. Deux députés prussiens aussi se sont retirés.

La Diète aura à se prononcer incessamment sur la proposition amendée de MM. Goltz et consorts relative à la déclaration de nullité du rappel des députés par le gouvernement autrichien.

En attendant, l'Assemblée a pris plusieurs résolutions importantes. Elle a déclaré que :

1° Le président est autorisé à convoquer l'assemblée dans tel lieu et à telle heure qu'il le jugera convenable;

2° La présence de 150 membres suffit pour valider toute délibération;

3° L'Assemblée désapprouve la dissolution des chambres de Berlin et de Hanovre;

4° Elle somme lesdits gouvernements de faire procéder au plus tôt aux nouvelles élections;

5° Elle invite les autres organes légaux encore existants dans les deux pays à faire connaître sans délai à leurs gouvernements respectifs les volontés du Peuple au sujet de la constitution de l'Empire.

Le Journal de Francfort commence aujourd'hui par ces mots significatifs : *La patrie est en danger!*

FAITS DIVERS.

Dernièrement, à Nérac, la police a fait irruption dans la loge des *Francs maçons des Travailleurs réunis*, et a dressé procès-verbal au milieu des protestations les plus énergiques.

Ainsi, un gouvernement républicain a violé le droit d'association même dans un lieu privé, dans un temple maçonnique respecté par l'Empire et par la Restauration.

L'ordre donné était signé Faucher, sous-préfet de Nérac et frère du ministre.

— Dimanche, 29 avril, la garde nationale de Condom (Gers) a été convoquée pour reconnaître son commandant, Jules de Campaigno, légitimiste avéré.

Sur deux mille gardes nationaux inscrits, cinquante-huit ont répondu à l'appel; dans ce nombre sont compris : les musiciens, les tambours, les officiers et le commandant.

De semblables faits n'ont pas besoin de commentaires et prouvent combien est nulle la sympathie populaire pour le parti exécuté de la légitimité.

La leçon a été dure, l'humiliation grande; sera-t-elle d'un utile enseignement? (L'Egalité d'Auch.)

— On lit dans la Réforme :

« Hier soir, il y avait une réunion électorale salle Valentino. Elle était présidée par M. le marquis de Larochejacquelein. Plusieurs candidatures ont été proposées, débattues, admises ou repoussées. A l'occasion de celle de M. Guizot, il y a eu en sa faveur une majorité immense, c'est-à-dire que sur 2,500 personnes présentes, 2,000 ont voté pour lui.

« L'entrée de la salle n'était permise qu'aux affidés. — Comment donc avons-nous une connaissance précise de ce qui s'est passé? — Ceci est notre affaire. »

— M. Marrast, entouré du bureau de l'Assemblée, a reçu la déclaration de M. Bégin, capitaine de la garde nationale, qui aurait entendu de la bouche de M. Carlier, chef de la police municipale, un propos qui a été répété à la tribune par M. Degoussé.

M. Bégin a soutenu son dire. M. Carlier, entendu après lui, a nié le propos qu'on lui prêtait. Il était difficile que enquête donnât d'autre résultat.

Le commissaire a été aussi mandé devant le bureau, pour avoir refusé d'interroger le citoyen Jouin, après que ce représentant eût fait connaître sa qualité. Ce fonctionnaire est le citoyen Nus. (La Presse.)

— L'un de nos candidats militaires du département de la Seine, le citoyen Rattier, sergent au 48e régiment, est l'objet des persécutions de ses chefs. Le témoignage d'estime que viennent de lui donner ses camarades de l'armée, et auquel les républicains socialistes de Paris s'associent sympathiquement, lui a valu l'animadversion des aristocrates qui sont en possession des grades supérieurs. Ainsi, il lui est défendu d'aller à Reims, et de se mettre en rapport avec les nombreux amis que son patriotisme et son dévouement lui ont assurés dans toutes nos villes et villages de France. Ces persécutions sont d'autant plus odieuses que les deux candidats militaires sont d'excellents soldats, dont la conduite régulière ne donne aucune prise aux punitions. Les enfants de Paris qui sont sous les drapeaux comprendront leur devoir, nous l'espérons, et répondront, par un vote unanime de la liste adoptée par les républicains socialistes de Paris, à ces vexations exercées contre le prolétaire de l'armée librement choisi par ses pairs. (République.)

— Le brave sergent Combres a passé à Auch dans la nuit du 25 au 26, conduit par la gendarmerie. Il venait du fort de Lourdes où il a été détenu pendant deux mois, pour avoir exprimé hautement ses opinions démocratiques socialistes. On avait pris beaucoup de précautions pour que la nouvelle de son passage à Auch ne se répandît pas; on craignait sans doute quelque-une de ces sympathiques manifestations qui ne manquent jamais aux persécutés, et dont les persécuteurs sont obligés d'acheter à grand prix la contrefaçon, quand ils veulent tromper le public sur le mépris et la répulsion qu'ils inspirent.

Néanmoins, quelques patriotes d'Auch avaient été prévenus à temps; ils ont couru sur la route par où devait passer le sergent, et, après quelques moments d'attente, ils ont été assez heureux pour lui serrer la main et lui annoncer que les patriotes du Gers l'ont placé, pour représenter l'armée, sur la liste de leurs candidats. Nous espérons qu'il reviendra bientôt, inviolable en qualité de représentant, et alors il pourra librement défendre, par la parole et autrement, les idées régénératrices qu'un pouvoir oppresseur ne sait plus combattre que par la prison ou l'exil de leurs apôtres les plus courageux et les plus ardents. (L'Egalité.)

VARIÉTÉS.

Le droit de propriété.

Dans la pièce primitive de *Robert-Macaire*, il y avait, dit-on, une scène qui fut supprimée par le censeur, et que nous recommandons à Daumier, le peintre héroïque de cette *Odyssée* aventureuse. Dans le cours de leurs voyages à la découverte de la poésie et de la fortune, Robert-Macaire et Bertrand faisaient voile pour l'Amérique, la terre classique des successions de hasard et des millions improvisés. Bertrand écoutait avec enthousiasme les calculs prodigieux de son respectable ami. C'est ainsi que les deux illustres aventuriers charmaient les longs jours d'un voyage en mer.

Mais la Providence contraria leurs projets. Une tempête fatale priva l'Amérique de l'habileté de Robert-Macaire, qui se proposait tout simplement d'y bouleverser les finances et le crédit. Le bâtiment fit naufrage; tous les honnêtes matelots furent noyés; Macaire et Bertrand échappèrent seuls au désastre, et furent jetés par les flots sur la côte d'une île déserte. La mer est aveugle et capricieuse.

Quand ils eurent secoué l'eau qui roiait comme des perles en bas de leurs vêtements, Macaire fouilla dans les poches de Bertrand et dans les siennes, et, les trouvant vides, il se jeta à genoux avec transport et s'écria, les yeux au ciel :

— Au nom de Dieu et de ma belle patrie, je prends possession de cette terre nouvelle. Cette île est à moi; et ton travail, Bertrand, la fécondera.

Bertrand, ébahi, joignit les mains comme avait fait son maître :

— Au nom de Dieu, répéta-t-il, nous prenons possession...

— Non pas, dit Macaire. Le nous est de trop. La philosophie du dix-huitième siècle a perverti tes idées politiques. Tu ne comprends pas le véritable sens de la civilisation moderne. Dieu et la loi ont voulu distribuer les hommes dans des conditions diverses, et l'harmonie résulte de cette diversité. Il est bon que les fonctions sociales soient réparties selon les aptitudes. Je choisis l'état de propriétaire, afin de te prêter ma terre pour que tu la rendes productive. Bertrand, n'oublions pas notre dignité d'Européens, et gardons-nous de la sauvagerie. C'est pourquoi cette île est à moi. Tu travailleras et je me reposerai. Nous jetons ici les fondements d'une société nouvelle, à l'instar des grandes sociétés civilisées; et peut-être un jour, cette île, aujourd'hui stérile, deviendra-t-elle un glorieux empire. »

Ainsi, Macaire rappelait Bertrand « aux vrais principes » sans lesquels une société ne saurait être forte et durable. Bertrand se laissa faire avec sa résignation habituelle, et tandis que son maître se couchait au soleil, il défrichait une vaste campagne. Bientôt son travail opiniâtre fut récompensé par l'abondance. Il avait créé peu à peu toutes les choses nécessaires à la nourriture, au vêtement et au logis.

Cependant, Robert-Macaire mettait la main sur les meilleurs produits, et, par droit de propriétaire de l'île, il consommait presque tous les fruits du travail, laissant à peine au pauvre Bertrand de quoi s'entretenir suffisamment pour continuer sa lutte avec la nature. Celui-ci, parfois, s'emportait en plaintes amères contre l'exploitation de son bourgeois. Mais Robert montait aussitôt sur quelque rocher du rivage, et il adressait à son esclave de touchantes allocu-

tions.

— « Ingrat! s'écriait Robert-Macaire, homme avide, qui ne sais pas se contenter de peu! Toi, Bertrand, tu n'as pas de besoins, tandis que la nature m'a doté d'une organisation riche et insatiable. Homme inintelligent, qui ne comprends pas « le jeu des institutions sociales! Homme turbulent et révolutionnaire, qui n'acceptes pas les nécessités du destin! Pauvre Bertrand, comment pourrais-tu vivre si je ne te prêtai pas ton instrument de travail? Ingrat! n'est-ce pas moi qui te nourris? »

— Ce que je ne comprends pas bien, répondait Bertrand touché de l'éloquence de son seigneur, c'est pourquoi la terre, cet instrument productif et inépuisable, est à toi, plutôt qu'à moi, ou plutôt qu'à tout le monde, ou plutôt qu'à personne. Il me paraît, dans mon sens commun, que nous devrions travailler ensemble, en nous aidant de nos facultés mutuelles. Le domaine du bon Dieu serait plus fertile, exploité par le concours de toutes les forces, et chacun y puiserait le nécessaire.

Mais Robert-Macaire avait facilement raison de ces arguments « subversifs », et Bertrand, subjugué, continuait son travail de prolétaire au profit de l'homme de loisir.

Un jour, des corsaires, qui venaient chercher de l'eau à une source de l'île, surprirent Macaire au bord de la mer et l'emmenèrent en esclavage.

Bertrand, demeuré seul dans son champ cultivé, ne s'aperçut pas que l'enlèvement du propriétaire de l'île, eût diminué sa richesse, et il vécut dans l'abondance, jusqu'à ce qu'un navire le ramenât en Europe, où il retrouva son maître, pour subir une nouvelle exploitation.

Ne dites donc pas, suivant la formule répandue dans la bourgeoisie et même dans le Peuple, que c'est l'oisif qui nourrit le travailleur, le riche qui nourrit le pauvre, l'homme de loisir qui nourrit le barbare, le maître qui nourrit l'esclave, le propriétaire qui nourrit le prolétaire, le bourgeois qui nourrit l'ouvrier, l'aristocratie qui nourrit le Peuple. (Journal de la Fraie République.)

Souscription recueillie dans les bureaux du REPUBLICAIN pour la distribution gratuite du journal dans l'armée et dans les campagnes.

Un républicain rouge, 20 c. — Deloué, 50 c. — Castelle, souscription recueillie au banquet d'Anse, 11 fr. 90 c. — Un rép. rouge, 50 c. — Grégoire, ami de Raspail et de Barbès, 50 c. — Bénéigne, b. rép. socialiste, 50 c. — Deux petites socialistes, 50 c. — Un démocrate de la Demi-Lune, 1 fr. — J.-C., Montagnard de Bourgoïn, 5 fr. — Le propagateur Vorace, 50 c. — Meunier, 50 c. — Cinq employés des ponts et chaussées, 2 fr. 50 c. — Duplan, 50 c. — Dugoujin, 50 c. — Falconnet, 50 c. — Un démocrate, 25 c. — Un admirateur de Bugeaud, 1 fr. — Un dém. partisan de la liberté illimitée de la presse, 25 c. — Mermel, 50 c. — Faure, socialiste, 20 c. — H. V., républicain ennemi des réact. 50 c. — Sœur Rigolette, 50 c. — Frère Belle-Lumière, 50 c. — Duclos, rouge pur sang, 15 c. — Une dame anonyme, 25 c. — Méléot, 50 c. — P.-F. Sage, socialiste, 50 c.

Souscription dans un atelier de mécanicien.

Un républicain rouge pur sang, n'aimant pas l'échafaud, 25 c. — Un ex-François-Xavier, revenu de l'erreur, 25 c. — Un phalanstérien, 25 c. — Un jeune montagnard, 25 c. — Un ex-bonapartiste, 25 c. — Un , 25 c. — Un bleu, avant les exploits de la rue Centrale, devenu rouge, 25 c. — Un ami des condamnés de Bourges, 25 c. — Un rép. faux-chez Tartuffe, 25 c.

Souscription reçue de l'association de la rue du Mail.

Chennellor, 50 c. — François Marco, 10 c. — Petit, républicain, 10 c. — Chaillon, 25 c. — Collas, 25 c. — Marteau, 10 c. — Rose Pierre, 25 c. — Total : 1 fr. 55 c.

Souscription reçue de la société des Travailleurs-Unis.

Un jeune républicain rouge, 10 c. — Une dame socialiste, 20 c. — Balland, 25 c. — Rey fils, 15 c. — Une dame socialiste, 05 c. — Un républicain, 25 c. — Total : 1 fr.

Souscription recueillie dans un atelier de fondeur en cuivre.

Pied-Fin, très-rouge, 25 c. — Molé, rép., 25 c. — Un démocrate, 15 c. — Sans-Souci, socialiste, 25 c. — Sans dents, 25 c. — Un rouge très-foncé, 15 c. — Mirabeau, 5 c. — Un exalté des idées nouvelles, 55 c. — Un ami de Proudhon, 30 c. — Total 2 fr.

Souscription recueillie dans les ateliers des citoyens Bonnardel.

Bertholi, 50 c. — Pascal, 25 c. — Latournerie, 50 c. — Deschans, 25 c. — Villard, 50 c. — Lacroix, 25 c. — Cantin aîné, 25 c. — Un ex-hussard du 2e, 50 c. — Mante, rép. rouge, 25 c. — Dhume, 25 c. — Frère Sarrasin, 50 c. — L'écarien, frère Vorace, 50 c. — A. Pernette, 50 c. — Un ex-hussard du 4e, 50 c. — J. B. L. Funel, 25 c. — Pierre Poné, 25 c. — Moresin, 25 c. — Un rép. rouge, 1 fr. — Couche-tout-Nu, 25 c. — Branciard, rép. rouge, 25 c. — Genevray, 25 c. — Bourgeat, 25 c. — Bonnelond, 25 c. — Michel Dorel, 25 c. — Barjon, 25 c. — Taref, 25 c. — Lyon, 25 c. — Poncet, 50 c. — Antoine Duray, 50 c. — Bertrand, 25 c. — Bouzard, 10 c. — Prorst, 15 c. — Fond, 20 c. — Morlot, 15 c. — Bernaraki, rép. rouge, 55 c. — Manissier, 20 c. — Ménard, 50 c. — Rollet fils, 50 c. — Colonge, forgeron, 40 c. — Bonfils, 25 c. — Seigle, rep. rouge, 25 c. — Frère Couche-Tard, 15 c. — Adolphe, mécanicien, 40 c. — Blanchard, forgeron, 25 c. — Félix Brou, 50 c. — Un rép. gros rouge, 10 c. — Verzieux, rép. rouge, 40 c. — Un Jésus, 25 c. — Un ami du progrès, 2 fr. — Jules Chapos, 10 c. — Blanchard, mécanicien, 25 c. — La Gaité, 25 c. — Un ex-dragon, du 8e, 25 c. — Deux noms perdus, 50 c. — Total : 18 fr. 50 c.

Souscription faite à Collonges, le 2 mai.

Dominique Prier, 1 fr. — Un rép. sincère, 50 c. — Un socialiste, 50 c. — Un bon rép., 15 c. — Un rép. de la veille, 25 c. — Etienne Blanc, de Collonges, 2 fr. — Goufflet, J.-B., ami de Raspail, 25 c. — Henry, J.-M., ami de Raspail, 15 c. — Bem, F., ami de Raspail, 20 c. — Michau, François, ami de Raspail, 20 c. — Baritel, Baptiste, ami de Raspail, 20 c. — Mazaud, P., 1 fr. — Un vrai rép., J.-P., 50 c. — Un démocrate de Collonges, 25 c. — C. P., 40 c. — Un rép. de campagne, 25 c. — Un paysan, 50 c. — Un ex-garde mobile de Lyon, 15 c. — Un rep. ami des condamnés de Bourges, 25 c. — Trois petits républicains de 12 ans, 45 c. — Un bon rép. de campagne, 20 c. — Va-de-bon-Coeur ennemi de la couronne, 20 c. — Anonyme, 50 c. — Un bon rép., ami de Raspail, 20 c. — Un paysan rép., 20 c. — Un bon rép., 50 c. — Un démocrate, 20 c. — Un rép., 50 c. — Billion, 25 c. — Un rép., 10 c. — Un rép., 50 c. — Collet, 50 c. — Un jardinier socialiste, 20 c. — Un soldat de l'empire, 1 fr. — Un ennemi des royaux, 50 c. — Un brigand de la Loire, ami de Raspail, 1 fr. — Un paysan, ennemi des blancs, 50 c. — P. N., de Cuire, 1 fr. — Total, 16 fr.

Total 71 f. 80.

Total général. 1,497 60

Le Gérant, BUREL.

Lyon, Imprimerie de Rodanet et Comp., rue de l'Archevêché, 3.